

La presse belge s'intéresse au Rapport de l'UE sur la "dérive autoritaire" du CNDD-FDD

RTBF, 09.08.09 L'UE craint une "dérive autoritaire" au Burundi La presse burundaise fait depuis plusieurs jours grand cas d'un rapport de l'Union européenne qui dénonce une "dérive autoritaire" du parti présidentiel, le CNDD-FDD du président Pierre Nkurunziza. "Le Burundi entre dans une nouvelle phase avec la préparation des élections générales dans un climat qui s'annonce tendu et avec un risque élevé de violence de la part des factions politiques perdantes. La tentation est forte du côté du parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil national pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie), d'organiser un scrutin "à sa main". Le risque de violences post-électorales est jugé important compte tenu du système politique du type "the winner takes all", indique ce document confidentiel dont l'agence ARIB.INFO a obtenu une copie.

Ce document conjoint émane du secrétariat général du Conseil de l'UE et de la Commission européenne et a été rédigé en collaboration avec le représentant spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs, le diplomate néerlandais Roeland Van De Geer. Il est présenté comme une "stratégie européenne" pour le Burundi, comportant une analyse de la situation, des objectifs prioritaires ponctuels pour la période 2009-2010 et des objectifs structurels, une liste des actions à mener par l'Union et des moyens dont elle dispose, ainsi qu'un suivi étroit et des signaux d'alerte par rapport à la réalisation des objectifs ponctuels. Une base de travail Dans un communiqué, Roeland Van De Geer a reconnu la valeur de ce rapport, tout en soulignant qu'il ne s'agissait que d'une "base de travail, pour des discussions plus approfondies". Tout en regrettant la publication de ce texte, le diplomate néerlandais assure que "l'UE et ses Etats membres ont l'intention de poursuivre leur réflexion sur leur politique au Burundi". "Lorsque celle-ci sera menée à son terme, je me rendrai personnellement à Bujumbura pour présenter les résultats aux autorités burundaises, aux acteurs politiques et à la société civile", annonce-t-il. (Belga)